

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2021-06-088

24 juin 2021

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-78 à D. 6332-84,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 24 juin 2021,

Exposé des motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche inter-secteurs papier carton a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des



branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche inter-secteurs papier carton, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF inter-secteurs papier carton dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris
Le 24 juin 2021

Jérôme TIXIER
Président du Conseil d'administration



Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche inter-secteurs papier carton

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF inter-secteurs papier carton pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 489, 700, 707, 715, 1492, 1495

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF inter-secteurs papier carton	RNCP35474	BTS - ETUDE DE RÉALISATION D'UN PROJET DE COMMUNICATION OPTIONS : A : ÉTUDES DE RÉALISATION DE PRODUITS PLURIMÉDIA ET B : ÉTUDES DE RÉALISATION DE PRODUITS IMPRIMÉS	13000	8735	8182	9300	NON CONFORME
CPNEF inter-secteurs papier carton	RNCP35351	BUT - QUALITÉ, LOGISTIQUE INDUSTRIELLE ET ORGANISATION : PILOTAGE DE LA CHAÎNE LOGISTIQUE GLOBALE	6500	7712	7110	8600	NON CONFORME
CPNEF inter-secteurs papier carton	RNCP35352	BUT - QUALITÉ, LOGISTIQUE INDUSTRIELLE ET ORGANISATION : QUALITÉ ET PILOTAGE DES SYSTÈMES DE MANAGEMENT INTÉGRÉS	6500	8030	6875	8975	NON CONFORME
CPNEF inter-secteurs papier carton	RNCP35353	BUT - QUALITÉ, LOGISTIQUE INDUSTRIELLE ET ORGANISATION : ACCOMPAGNEMENT À LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE	6500	8500	7483	8855	NON CONFORME
CPNEF inter-secteurs papier carton	RNCP35403	BUT - SCIENCE ET GÉNIE DES MATÉRIAUX : MÉTIERS DU RECYCLAGE ET DE LA VALORISATION DES MATÉRIAUX ET DES	6500	7820	6700	9500	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
		PRODUITS					
CPNEF inter-secteurs papier carton	RNCP32203	LICENCE PROFESSIONNELLE - MÉTIERS DE L'INDUSTRIE : LOGISTIQUE INDUSTRIELLE (FICHE NATIONALE)	6500	8500	6740	8855	NON CONFORME
CPNEF inter-secteurs papier carton	RNCP31803	MASTER - CHIMIE (FICHE NATIONALE)	8000	9000	8400	9524	NON CONFORME
CPNEF inter-secteurs papier carton	RNCP34893	CHARGÉ DE MISSION QUALITÉ, SÉCURITÉ, SANTÉ AU TRAVAIL ET ENVIRONNEMENT	10500	8300	7900	9200	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés